

<https://www.elcorreo.eu.org/LE-MODUS-OPERANDI-DES-POTS-DE-VIN-LIBERTARIENS-EN-ARGENTINE>

LE MODUS OPERANDI DES POTS-DE-VIN LIBERTARIENS EN ARGENTINE

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : dimanche 24 août 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un enregistrement audio de Spagnuolo, obtenu par Página/12, révèle sa colère envers la direction de l'organisme et la pression exercée par Sturzenegger pour démanteler la zone de contrôles.

En juillet 2024, [Diego Spagnuolo](#) a découvert que le secteur connu sous le nom de [PACBI](#) (Plan de dépenses élevées et de faible incidence) était géré par [Luis « Lule » Menem](#) et [Karina Milei](#), à travers l'intermédiaire de [Daniel Garbellini](#). Celui-ci ne comprenait rien au handicap et n'avait aucune expérience en la matière. Il avait été nommé à ce poste car il était un proche du président Javier Milei. [PACBI](#) est un secteur où l'on manipule des sommes importantes, car deux ampoules d'un médicament peuvent valoir 20 millions de pesos. Depuis lors, Spagnuolo, furieux, a répété la même chose à plusieurs personnes, et quelqu'un l'a enregistré. Au sein de [PACBI](#), les appels d'offres étaient rares et la quasi-totalité des achats étaient effectués en direct, ce qui permettait des fraudes. Les achats étaient ciblés. De plus, sous la pression de [Federico Sturzenegger](#), les effectifs ont été réduits, notamment au sein de l'Unité d'audit interne, qui est passée de 16 à 4 personnes. Personne ne contrôlait quoi que ce soit, ce qui a entraîné une augmentation scandaleuse des fraudes. Et cela s'est également propagé à d'autres organismes de l'État, comme [IOSFA](#) [1], l'agence de Sécurité sociale dirigée par [Luis Petri](#) et [Patricia Bullrich](#).

Le diagnostic a été posé par un ancien responsable de l'*Agence Nationale pour le Handicap* (Andis). L'analyse concorde avec ce qui ressort d'un autre enregistrement audio – auquel ce journal a eu accès – dans lequel Spagnuolo relate une conversation avec un fonctionnaire envoyé par Sturzenegger :

« Federico (Sturzenegger) m'a dit que vous veniez me donner un coup de main. C'est le chaos total : ils s'introduisent dans mon organisme, ils interviennent sans que je sois intervenu. »

Suite à cette situation, Spagnuolo dit dans l'un des audios :

« Je veux dire, s'il y a un problème, ils ne s'occuperont pas de moi... J'ai dit au président : "J'ai tous les messages WhatsApp de Karina." Attention. La première personne qu'ils vont lui rentrer dedans c'est Karina. »

[ÉCOUTER L'AUDIO](#)

Les deux téléphones portables que recherchent Casanello et Picardi

Ce samedi, le juge Sebastián Casanello et le procureur Mauro Picardi ont continué à rechercher les deux téléphones portables disparus : ceux de [Jonatan](#) et d'[Eduardo Kovalivker](#). Mais personne ne s'est présenté à l'audition chez le juge, aucun des accusés n'a désigné d'avocat, et encore moins proposé de témoigner. Logiquement, toute personne innocente aurait immédiatement réagi en demandant des éclaircissements, d'autant plus compte tenu de la couverture médiatique liée à la publication des enregistrements audio sur le site web [Data Clave](#), dirigé par Mauro Federico.

Le silence du gouvernement est comparable au silence judiciaire des accusés. La *Casa Rosada* a pour habitude de faire taire presque toute information défavorable ou tout commentaire négatif. Karina Milei elle-même a réagi en quelques heures aux allégations de la présentatrice Pamela David, qui affirmait que la sœur du président portait une montre à 35 000 dollars. Le secrétaire général de la présidence a presque immédiatement produit une *Grovana*

valant moins de 1 000 dollars pour répondre à l'accusation. Cette fois, cinq jours se sont écoulés depuis la publication des enregistrements audio, et il n'y a aucune réaction.

Sur le plan juridique, Casanello et Picardi ont ordonné des perquisitions ce week-end pour retrouver les téléphones portables des Kovalivker, et le parquet procédera à des expertises médico-légales pour examiner les conversations concernant les médicaments achetés par Andis. Comme l'a rapporté Página/12 ce samedi, Spagnuolo a refusé de fournir le mot de passe de son *iPhone*.

Du point de vue de la procédure judiciaire, les enregistrements audio constituent des preuves essentielles, tout comme les dollars retrouvés sur la banquette arrière de la voiture d'Emanuel Kovalivker, la machine à compter les billets appartenant à Spagnuolo, les relevés des achats d'Andis et tout ce qui ressort des téléphones portables. Par exemple, ce que l'ancien fonctionnaire affirme dans l'enregistrement audio : il détient tous les *messages WhatsApp* de Karina où elle se plaint de « *la fauche* ».

La méthode de Lule et Garbellini, que suivent Bullrich et Petri

Les enregistrements audio diffusés cette semaine révèlent le désespoir de Spagnuolo, parce qu'ils avaient pris le contrôle de Andis, notamment sur le plan financier. Le principal mouvement de fonds au sein du service d'invalidité concerne les pensions, mais cet argent est directement versé aux bénéficiaires. En revanche, [Incluir Salud](#), le service où travaillait Garbellini, dispose de fonds réels.

Et concernant [Pacbi](#) : il s'agit de médicaments extrêmement coûteux, la plupart importés, et de services qui, sous prétexte d'urgence ou d'impossibilité de les conserver en stock, sont achetés à crédit. Cela signifie que *Pacbi* demande des devis aux quatre pharmacies les plus puissantes – les « [Big Four](#) » –, les entreprises soumettent des offres et les contrats sont attribués directement. L'entreprise [Droguería Suizo Argentina](#), propriété de la famille Kovalivker, fait évidemment partie des « *Big Four* ».

Lorsque le gouvernement d'Alberto Fernández est arrivé au pouvoir, la quasi-totalité des achats chez *Andis* se faisait selon cette méthode, sous la direction de Garbellini, issu de l'ère [Mauricio Macri](#). Spagnuolo le qualifie de criminel dans l'un des enregistrements audio. C'est d'ailleurs lui dont le téléphone portable a été saisi dans le quartier d'Avellaneda. Les services non urgents, comme l'entreprise de nettoyage, la sécurité, les services médicaux, la maintenance des serveurs, la sécurité et l'hygiène, les médicaments courants et 30 autres services, n'étaient pas soumis à appel d'offres, mais attribués par paiement légal. Sous le gouvernement d'Alberto Fernández, la situation a changé et la quasi-totalité des achats sont passés sous appels d'offre. Cependant, sous Milei-Spagnuolo-Lule-Garbellini, une grande partie des achats effectués par *Andis* se fait par achats directs.

Voici l'enregistrement audio faisant référence à Luis « *Lule* » Menem et Garbellini.

Spagnuolo dit :

« Et *Lule*, ce qu'il fait... il *fauche* en quelque sorte... Ils détournent des fonds. Ils ont mis un type à la tête de mes caisses : un criminel. C'est un criminel qui était dans l'administration Macri et qui en est parti. Mais, je veux dire, quand il est parti, il est parti avec des plaintes... et il a pris les disques durs des ordinateurs. Non, non, un délinquant ».

Selon l'agence, le système de paiement légal est presque entièrement discrétionnaire et s'est rapidement étendu à

d'autres domaines. Le plus emblématique est celui des accords avec les œuvres sociales, dont *Iosfa*, dont les bénéficiaires sont des policiers, des gendarmes et des membres des forces armées. L'œuvre sociale sous l'égide de **Petri-Bullrich** est pratiquement en faillite, bien qu'elle n'ait eu aucune dette en décembre 2023. Le stratagème consiste à faire appel aux fournisseurs que le responsable du plan – Garbellini – choisit. Il existe des fraudes sur les prix et tout conduit à l'attribution de contrats presque à volonté. Spagnuolo s'en rend compte et, dans les enregistrements audio, il révèle avec fureur le système de corruption visant « *Lule* » Menem et **Karina Milei**. Évidemment, cela ne l'exonère pas du délit, car il aurait dû le signaler, c'est une obligation légale. « *Maintenant, vous devez mettre un huit et lui porter au Suisse, et nous le présenterons à la Présidence* ». Par téléphone, comme ça... paf ! Avec les fournisseurs. C'est comme ça qu'ils gèrent les choses », décrit Spagnuolo.

Le rôle de Sturzenegger

Arguant de l'efficacité de l'État, Sturzenegger a exercé des pressions répétées pour réduire les effectifs. *Andis* comptait 1 300 employés et en compte aujourd'hui moins de 1 000. Mais l'important, « c'est qu'il a supprimé tout contrôle. L'unité d'audit interne, qui dépend du Bureau du Contrôleur Général de la Nation, a vu ses effectifs passer de 16 membres à cinq, dont un en congé maladie permanent. Il n'en reste donc plus que quatre. De plus, il n'y a aucun contact avec les directeurs ni aucune suggestion d'audit. La seule communication se fait par courriel. De plus, la *Sigen*, outre l'audit interne, effectue un audit externe basé sur un comité de contrôle, qui publie des rapports deux fois par an. Ce comité n'a pas fonctionné jusqu'à présent. Autrement dit, il n'y a aucune supervision.

Dans un enregistrement audio obtenu par ce journal, Spagnuolo relate sa conversation avec un fonctionnaire envoyé par Sturzenegger, avec lequel il engage une polémique. Une fois de plus, il se plaint que des personnes s'immiscent dans l'organisme qu'il gère et cherchent à le contourner. Par exemple, elles cherchent à réduire les pensions d'invalidité par tous les moyens. Sturzenegger souhaitait les supprimer directement, tandis que Spagnuolo proposait des examens médicaux, mais dans un lieu distant de la résidence des personnes handicapées, notamment à l'intérieur du pays, afin de rendre plus difficile l'accès à ces examens et l'obtention d'un certificat médical. En d'autres termes, il s'agissait de réduire les pensions indirectement.

Le sens des enregistrements audio est toujours le même : Spagnuolo affirme qu'ils le contournent par en haut et en bas, avec un complot de corruption. Et il affirme l'avoir dit à Milei :

« Je suis le directeur exécutif ; ensuite, il y a trois directions. Trois directions nationales. J'ai parlé au président : « *Javi, c'est cela qui se passe ...* » Non, ils n'ont rien corrigé. Ils ont continué... des choses comme ça. Bon, c'est bien. « *Tu sais que... ils volent. Tu sais que ta sœur vole. Tu ne peux pas faire le couillon avec moi. Mais ne me fais pas porter ce fardeau* ». « Je vais parler à *Lule* », m'a-t-il dit. Et il n'a absolument rien dit à *Lule* ».

Raúl Kollmann* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 24 août 2025.

***Raúl Kollmann** est un journaliste argentin. Entre 1976 et 1980, pendant la dictature militaire argentine (1976-1983), il a vécu quatre ans en Colombie avec sa famille. En 1988, il a commencé à travailler comme reporter spécialisé dans les affaires criminelles pour le journal *Página/12* (Buenos Aires). En 2001, il a publié le livre « *Les Ombres d'Hitler : La vie secrète des gangs néo-nazis argentins* ». De 2010 à 2017, Kollmann a animé l'émission « *Rayos X* » sur Radio del Plata. La même année, il a rejoint Radio 10. En 2012, Kollmann a publié une série de *tweets* contre le présentateur controversé de l'émission « *Périorisme pour tous* », Jorge Lanata.

[1] L'IOSFA fournit des services qui garantissent les soins de santé et le bien-être du personnel militaire et civil des forces armées - armée de terre argentine, marine argentine et armée de l'air argentine - et des forces de sécurité - préfecture navale argentine et gendarmerie nationale.